

■ Par Zeroual Ouladriab

L'OTAN s'invite dans le débat national

Les préjugés ont la peau dure...

Soucieuse de son image auprès des opinions arabo-musulmanes, l'Alliance Atlantique qui entretient des relations de partenariat avec une grande partie du monde arabe, dont le Maroc, multiplie les actions auprès des faiseurs d'opinion afin de lever certains a priori et préjugés négatifs qui l'identifient notamment au bras armé des Etats-Unis d'Amérique.

C'est une initiative louable, bien que rarissime, que celle entreprise par le Ministère des affaires étrangères en collaboration avec les services de l'OTAN pour porter sur l'arène du débat public national des questions brûlantes d'actualité et qui concernent notre pays au premier chef. Près de 200 personnalités issues de l'administration, du monde des médias, de l'université, du parlement et autres ONG se sont donnés rendez-vous pour cette grande première, à Rabat. Il faut dire que la lutte contre le terrorisme, les catastrophes naturelles et industrielles, la protection de l'environnement sont autant de défis et menaces qui caractérisent l'environnement stratégique international, ne sont plus l'apanage des seuls appareils étatiques. Ce sont autant de thématiques où communauté scientifique, journalistes et citoyens ont toute leur place en vue d'y apporter leur contribution et pour le moins en vue de faire échec au véritable génocide contre la pensée menée par nombre de chaînes satellitaires qui font flores dans notre paysage médiatique national.

Poids des préjugés

«L'OTAN n'est certainement pas dirigée contre le monde musulman : au contraire, elle dialogue et coopère avec lui, et protège, du Kosovo à l'Afghanistan, des populations en majorité musulmanes. L'OTAN n'est pas davantage un instrument au service de tel ou tel de ses membres : au contraire, c'est une organisation basée sur des règles de consensus et de la solidarité entre Alliés, sur un pied d'égalité. L'OTAN ne cherche certes pas à être le seul «gendarme du monde» : agissant, au Kosovo ou en Afghanistan, sous mandat des Nations Unies, l'OTAN cherche à s'appuyer sur un vaste réseau de partenaires dans une approche concentrée de la sécurité internationale». C'est avec ces mots martelés à l'ouverture du séminaire que le Secrétaire général délégué de l'OTAN a planté le décor des dé-



bats sur «la Coopération Maroc-OTAN au service de la paix et la stabilité en méditerranée» qui se sont déroulés sur deux jours. Mais les préjugés ont la peau dure pour qu'un simple séminaire puisse en venir à bout, non seulement auprès du citoyen lambda, mais également auprès de grand nombre de nos intellectuels et faiseurs d'opinions.

En effet, indécollable est l'image de bras armé des Etats-Unis d'Amérique que traîne l'OTAN derrière elle depuis les temps, déjà lointains et révolus de la guerre froide. Ni cette autre image qui l'assimile à une alliance des croisés contre l'Oumma

islamique et un soutien inconditionnel à l'Etat hébreux contre la nation arabe. Pourtant la réalité est ailleurs et de loin beaucoup plus complexe que ces raccourcis simplistes.

Née en 1949 pour devenir l'instrument de dissuasion par excellence des USA et de l'Europe de l'Ouest contre le péril rouge, l'alliance atlantique se devait tout naturellement de disparaître après la disparition de sa raison d'être, l'ancien bloc soviétique.

Au lieu de cela, l'OTAN s'est élargie à beaucoup plus de membres qu'elle ne comptait initialement, 26 actuellement

et d'autres encore qui se bousculent au portillon. Et plus important encore, a réussi sa transformation d'une structure purement militaire et de défense collective, à une structure de sécurité qui ambitionne de devenir un acteur global. Et c'est tout naturellement que dans le cadre de cette ambition, l'OTAN multiplie les partenariats avec des régions et des pays qui partagent les mêmes soucis sécuritaires qui vont du terrorisme, la prolifération des armes de destruction massive, aux Etats en faillite en passant par les catastrophes naturelles et industrielles et leurs retombées en termes de sécurité.

Partenaire privilégié

C'est dans ce cadre que s'inscrivent les relations entretenues par le Maroc avec l'OTAN et qui ne datent d'ailleurs pas du lancement du Dialogue méditerranéen en 1994, comme



l'a justement rappelé M. Omar Hilal, secrétaire général du Ministère des Affaires Etrangères. En effet, le Maroc qui a opté pour le libéralisme économique et le multipartisme politique au lendemain de son indépendance s'est trouvé tout naturellement du côté du «monde libre» et son adhésion au partenariat formel lancé par l'OTAN, en l'occurrence le Dialogue Méditerranéen qui regroupe sept pays du sud de la méditerranée, cette adhésion est sous-tendue par cette tradition de même que par les mêmes soucis sécuritaires qui se posent dans son environnement régional.

En effet, pour le Maroc comme pour l'OTAN, le terrorisme international, la prolifération des armes de destruction massives, les conflits armés, le crime organisé et le trafic de tout genre, la traite des êtres humains et la dégradation de l'environnement, de par leur caractère transnational qui se joue des frontières, sont autant de menaces et défis

qui ne peuvent être appréhendés dans un cadre strictement national. Mais requièrent une approche coopérative régionale, voire globale. Cette identité de vues sur l'approche coopérative en matière de sécurité, ajoutée à la longue tradition du Maroc en matière de maintien de la paix menées sous l'égide des Nations Unies dans différents théâtres de par le monde, tant en Afrique, que dans les Balkans, notamment au Kosovo et Bosnie Herzégovine, aux côtés des troupes de l'OTAN, le placent en partenaire de choix pour l'Alliance dans la lutte globale contre le terrorisme, notamment au travers de sa participation annoncée à l'opération de patrouille et de contrôle maritime «active Endeavour» en Méditerranée. Toutefois, pour privilégiées qu'elles soient les relations avec l'OTAN et la coopération appelée à s'intensifier davantage dans l'avenir afin de répondre aux exigences opérationnelles pour relever les défis communs, doivent comme l'a rappelé M. Hilal se plier à l'impératif de concilier les intérêts nationaux et sa politique de coopération régionale et internationale. Un exercice qui appelle à être peaufiné davantage... ■

Gendarme planétaire ?

Avec la fin de la guerre froide et le démantèlement de l'empire soviétique et son bras armé lige le «pacte de Varsovie», beaucoup se sont interrogés sur le sort de l'OTAN, cette Alliance euroatlantique née en 1949, pour dissuader la défunte Union Soviétique de toute velléité d'attaque contre le monde libre. Chaque chose disparaît avec la disparition de sa raison d'être. Tel était l'argument de ceux, Européens en majorité, qui ne voyaient plus aucune utilité au maintien d'une organisation politico-militaire coûteuse et en plus dominée par l'Oncle Sam. C'était alors le grand débat interne au sein de l'alliance autour d'un nouveau «concept stratégique», comprendre nouvelle raison d'être, et la réflexion sur la transformation de l'OTAN. Les attaques terroristes contre les tours jumelles du World Trade Center en septembre 2001, ont été en quelque sorte cette nouvelle raison d'être et l'OTAN a retrouvé une nouvelle vie et un nouveau souffle avec un nouvel ennemi : le terrorisme international.

Les Sommets de l'OTAN de Prague de 2002 et d'Istanbul en 2004 ont annoncé la naissance d'une nouvelle OTAN à vocation planétaire avec pour ennemis déclarés le terrorisme international, les Etats en faillite et la prolifération des armes de destruction massive. Pour réaliser cette mue, des concepts clés comme l'augmentation des capacités de projection, partenariats tout azimut, Force de réaction de l'OTAN (NRF) ont fait leur apparition pour faire face au nouvel environnement stratégique et de sécurité mondial caractérisé par la globalité et versatilité de la menace, notamment terroriste. De grandes vagues d'élargissement sont menées alors avec l'entrée au sein de l'Alliance des anciens pays satellite de l'ex-URSS portant ainsi le nombre des pays membre à 26. Ce qui n'est pas sans susciter le courroux d'une Russie qui se voit menacée par une Alliance rampante à ses frontières et qui n'entend point se «laisser faire» avec un Poutine échaudé par la toute nouvelle puissance retrouvée de la Russie grâce notamment aux revenus pétrolier et gazier. La désapprobation de cette propension «expansionniste» de l'OTAN n'est toutefois pas limitée à la Russie, mais prévaut également au sein même de l'Alliance. Des pays européens, et non des moindres, mènent une «résistance» interne en essayant de porter le projet d'une défense européenne autonome et indépendante du «diktat» américain qui prévaut au sein de l'OTAN. Ce bras de fer interne a d'ailleurs failli sonner le glas de l'Alliance lors du célèbre refus franco-allemand d'entériner l'aventure guerrière de Bush en Irak en 2003. Alors, serait-on en face d'une nouvelle organisation mondiale armée en gestation qui se substituerait à une ONU en mal d'autorité et impuissante ? L'OTAN serait-elle entraînée de devenir le gendarme du monde ? Malgré les dénégations des uns et des autres, la tendance est présente, l'inconnue demeure. Résistances et alternatives pourraient se réaliser par d'autres acteurs internationaux, et non des moindres, comme la Chine, l'Inde et la Russie et bien d'autres pays réfractaires à un ordre mondial unipolaire...

■ Par A. Ben Zaroual

Dialogue Méditerranéen de l'OTAN

Pure rhétorique canonnière ?

En balançant son offre de dialogue méditerranée, l'OTAN ne s'attendait pas à autant de résistances. En effet, la collaboration des pays de la rive sud de la Méditerranée reste marquée du sceau de la suspicion. La diplomatie de la canonnière a-t-elle atteint ses limites ?

C'est dans la foulée de l'euphorie suscitée par les accords d'Oslo entre israéliens et palestiniens, qui laissaient entrevoir un espoir de paix et de règlement définitif de l'un des plus anciens conflits au monde qui menace la paix et la stabilité dans la région méditerranéenne et bien au-delà, qu'a été lancé, en 1994, le dialogue méditerranéen de l'OTAN. Il devait réunir les pays sud-méditerranéens et ceux de l'Alliance atlantique, avec pour finalité la promotion du dialogue et de la compréhension mutuelle entre les deux parties. Dialogue qui devait se pencher sur les nouvelles menaces et défis à la sécurité dans le monde post guerre froide en vue de rapprocher les points de vue et esquisser les contours d'une coopération pour y faire

le terrorisme, contre la prolifération des armes de destruction massive, la promotion de l'interopérabilité (capacité des troupes de l'alliance et ceux des pays partenaires à opérer ensemble sur les théâtres d'opération) et la modernisation des armées. Cette nouvelle inflexion donnée au dialogue méditerranéen correspond justement au nouveau concept stratégique de l'OTAN, adopté au lendemain des attentats terroristes du 11 septembre 2001 contre les Etats-Unis, et qui l'érige en acteur sécuritaire global qui ambitionne de projeter ses forces et d'intervenir dans tous les recoins du monde, là où une quelconque menace plane. Les partenaires, eux-mêmes victimes du terrorisme international, devront, au nom de l'indivisibilité de la sécurité et de

rends territoriaux, le poids des opinions publiques hostiles à Israël, membre du Dialogue et protégé des USA et l'image d'une Alliance dominée justement par les Etats-Unis, tout cela réduit la marge de manœuvre des décideurs très cauteleux dans leurs relations avec l'OTAN. A cela s'ajoutent, bien entendu, les tendances souverainistes fortes pour ce qui a trait aux questions de défense et les agendas sécuritaires et stratégiques de chacun des pays du dialogue méditerranéen, qui ne correspondent pas nécessairement à ceux de l'OTAN.

L'offre ainsi faite par l'Alliance atlantique aux pays sud de la Méditerranée se trouve dès lors confrontée à des problèmes de plusieurs ordres. Si la coopération avec l'OTAN se fait sur la pointe



face.

Cette initiative n'est d'ailleurs pas la seule à l'égard de la région, l'union européenne a, de son côté, porté le projet de l'Euromed, plus connu sous le nom du processus de Barcelone qui ambitionnait de faire de l'espace euro-méditerranéen un espace de paix, de stabilité et prospérité partagée. Après une dizaine d'années et après que sept pays eurent rejoint le dialogue Méditerranéen, les pays Alliés réunis, en sommet de Chefs d'Etat et de gouvernement à Istanbul en 2004, décidèrent de passer à la vitesse supérieure en érigeant ce Dialogue «*au rang de partenariat plein et entier*», selon les termes de la déclaration d'Istanbul. Ce partenariat devait s'articuler autour de quatre priorités à savoir, la lutte contre

l'unicité des menaces et défis, devenir des relais capables d'opérer et de réagir selon les normes et standards OTAN, d'où l'objectif d'interopérabilité et de modernisation des systèmes de défense. Toutefois, malgré les progrès réalisés en termes de coopération opérationnelle, notamment dans le cadre de l'opération active Endeavour de surveillance maritime menée dans le bassin méditerranéen, passage stratégique majeur notamment pour les approvisionnements énergétiques, afin de prévenir toute attaque terroriste contre les navires qui y transitent, les pays du Dialogue Méditerranéen demeurent, pour le moins, dubitatifs devant cette offre. Mais la persistance de la méfiance entre les pays du Dialogue eux-mêmes et la persistance de diffé-

des pieds, il n'en reste pas moins que la logique induite par la diplomatie de la canonnière, privilégiée par l'Onclé Sam, est loin de trouver des échos favorables. Le havre de paix auquel aspire la population du Mare Nostrum se trouve miné par des constructions doctrinaires qui prônent, à partir de Washington, la guerre des civilisations. Et qui trouve, malheureusement, écho dans l'empressement des Américains à soutenir Israël dans sa politique belliciste. C'est là un a priori qui pèse lourdement sur l'avenir même d'un dialogue entamé dans des conditions peu orthodoxes. ■

(Le Dialogue Méditerranéen compte sept pays : Algérie, Egypte, Israël, Jordanie, Maroc, Mauritanie et Tunisie)